



**Arrêté n° 2021-PREF-DCPPAT/BUPPE/ 177 du 8 juillet 2021
mettant en demeure la société LORY FONDERIES de respecter les prescriptions
applicables pour son établissement situé "Les Merisiers" - ZI de BRIERES-LES-SCHELLES
sur le territoire de la commune de BRIERES-LES-SCHELLES (91 150)**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Éric JALON, Préfet Hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, administrateur civil hors classe, en qualité de sous-préfet, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-PREF-DCPPAT-BCA-241 du 19 octobre 2020 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets,

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le récépissé de déclaration en date du 25 juin 1982 délivré aux établissements LORY Frères pour l'exploitation à BRIERES-LES-SCHELLES, lieudit « Les Merisiers », des activités suivantes :

- fonderie de métaux n°284 2° (D),
- emploi de matières abrasives n°1 Bis (D),
- compression d'air n°361 B 2° (D),
- dépôt de liquides inflammables – Non Classé.

VU le récépissé de déclaration en date du 3 février 1989 délivré aux établissements LORY Frères pour l'exploitation à BRIERES-LES-SCHELLES, lieudit « Les Merisiers », de l'activité de dépôts d'oxygène liquide n°328 Bis (D)

VU le récépissé de déclaration de succession en date du 10 juillet 1997 délivré à la société LORY FONDERIES pour l'exploitation des activités susvisées,

VU l'arrêté préfectoral n° 2006.PREF.DCI3/BE/0242 du 23 novembre 2006 prescrivant l'actualisation de prescriptions techniques de fonctionnement à la société LORY FONDERIES à BRIERES-LES-SCHELLES,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 3 juin 2021, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 25 mars 2021, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 15 juin 2021 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 25 mars 2021, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- l'exploitant n'est pas en mesure de respecter les dispositions de l'article 6.7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté du 23 novembre 2006 concernant le réseau de surveillance utilisé pour la surveillance des eaux souterraines (Pz 3 obstrué),
- l'exploitant ne dispose pas de registre permettant de faire le suivi des solvants à phrase de risque,
- les séparateurs à hydrocarbures n'ont pas fait l'objet d'un nouvel entretien,
- l'exploitant n'a pas justifié que de nouveaux contrôles des rejets atmosphériques ont été effectués,
- l'exploitant n'a pas établi sa déclaration annuelle dite déclaration « GEREP », en application de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets, et compte tenu du fait que la quantité de déchets dangereux générés par l'exploitant est supérieure à 2 tonnes,
- l'exploitant ne transmet pas les données d'autosurveillance du suivi des eaux souterraines à partir de l'application GIDAF,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 susvisé :
 - article 6.7.2 du chapitre I du titre 3,
 - article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 également visé à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié,
 - article 2.4 du chapitre I du titre 3,
 - article 3.1 du chapitre II du titre 3,
- de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
- de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LORY FONDERIES de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société LORY FONDERIES exploitant une installation de fonderie sise "Les Merisiers" - ZI de BRIERES-LES-SCELLES sur le territoire de la commune de BRIÈRES-LES-CELLÉS (91150), est mise en demeure de respecter :

dans un délai de TROIS MOIS à compter de la notification du présent arrêté :

- l'arrêté du 23 novembre 2006 susvisé :
 - article 6.7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté du 23 novembre 2006, en respectant les caractéristiques du réseau de surveillance utilisé pour la surveillance des eaux souterraines (Pz 3 est obstrué),
 - article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté du 23 novembre 2006, en justifiant que

- article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté du 23 novembre 2006, en justifiant que l'exploitant n'utilise pas de composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, ainsi que les substances à phrases de risques R45, R46, R49, R60, R61 et halogénés étiquetés R40 tels que définis dans l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ; Pour information, l'inspection des installations classées précise que les substances mentionnées ci-dessus correspondent aux COV avec mentions de dangers H340, H350, H350i, H360D ou H360F, et COV halogénés avec mentions de danger H341 ou H351 selon la réglementation actuellement en vigueur,
- article 2.4 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté du 23 novembre 2006, en assurant l'entretien des décanteurs séparateurs à hydrocarbures,
- article 3.1 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.PREF.DCI3/BE/0242 du 23 novembre 2006, en respectant la fréquence de contrôle annuelle des rejets atmosphériques,

dans un délai de QUATRE MOIS à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé en renseignant la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets sur le site internet GERE (accessible depuis le portail <https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr>) si les seuils définis par l'arrêté du 31 janvier 2008 sus-mentionné ont été atteints pour l'année N-1 (notamment si la quantité de déchets dangereux générés est supérieure à 2t). L'exploitant devra au préalable créer un compte cerbere via le lien suivant : <https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/creation-dun-compte-cerbere>;
Afin de répondre à cette demande, l'exploitant devra :
 - initier la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets sur le site internet GERE impérativement avant le 01/08/2021 ;
 - compléter si besoin cette déclaration après le 01/08/2021 en utilisant un formulaire Excel type qui sera transmis par l'inspection des installations classées.
- l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 en transmettant les données d'autosurveillance du suivi des eaux souterraines à partir de l'application GIDAF.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société LORY FONDERIES, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet d'ETAMPES et Monsieur le Maire de BRIÈRES-LES-CELLÉS.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Benoît KAPLAN

